# Texte 3 + Close test – LF 1

# **AA 2019-2020 2° SEM Lezione del 17 Marzo 2020**

**Ecoles de commerce : jusqu’où se poursuivra la hausse des frais de scolarité (rette scolastiche) ?**

En France, il existe deux filières pour effectuer des études supérieures, dites de 3ème cycle, l’université publique, avec des frais d’inscription encadrés et garantis par l’État (220 euros/an en moyenne) et les Ecoles de Commerce (privées) ou d’Ingénieurs (privées et publiques). La plupart des établissements **privés** ont fortement majoré leurs frais d’inscription. A l’avenir, ces tarifs devraient continuer à augmenter mais d’une manière limitée.

LE MONDE | 15.11.2016

**La question mérite d’être posée, au vu (visto/dato) du parcours déjà (già) accompli (compiuto) ces dernières années : une hausse (aumento) de l’ordre de 15 % à 20 % et un montant (ammontare) moyen tournant désormais autour de 10 500 euros. En vingt ans, les tarifs ont été multipliés par deux et demi, notait l’Institut Montaigne en 2014.**

Aujourd’hui, la plupart des écoles se situent dans une fourchette de 8 000 à 12 000 euros par an, seule Télécom [Management](http://www.lemonde.fr/management/) affichant un tarif franchement inférieur. Quant aux grands établissements parisiens, ils tutoient (sfiorano) désormais (oramai) la barre (l’asticella) des 15 000 euros.

Et celle-ci devrait [être](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/auxiliaire/être/) franchie (varcata/superata) rapidement, au moins par HEC (Hautes Etudes Commerciales). Peter Todd, son directeur général, prévoit d’augmenter ses droits de 6 % à 8 % par an sur les trois prochaines années. Ce qui pourrait [conduire](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/conduire/) les tarifs de l’établissement tout près de (vicino a) 19 000 euros par an – un record pour l’Hexagone.

**Large (ampia) palette (gamma) de services**

Est-ce un plafond ? Ce mouvement peut-il se poursuivre ? Les avis sont partagés. *« Nous sommes aujourd’hui au maximum socialement acceptable, compte tenu du* [*contexte*](http://www.lemonde.fr/contexte/) *économique,* estime Jean-Guy Bernard, directeur général d’EM Normandie. *Beaucoup de familles ne pourraient pas* [*payer*](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/payer/) *plus. »*

Un point de vue que partagent nombre de responsables. A 12 000 ou 15 000 euros l’an (sans [parler](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/parler/) du coût du [logement](http://www.lemonde.fr/logement/), des frais de vie, des fournitures…), même les ménages aisés doivent [fournir](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/deuxieme-groupe/fournir/) un effort conséquent et ne parviennent pas toujours à [financer](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/financer/) une seconde scolarité payante lorsque deux de leurs enfants se suivent de près.

Beaucoup, cependant, tiennent à [relativiser](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/relativiser/) le coût actuel des business schools en trois ans. *« Si on lisse le cursus sur cinq années, nos écoles restent moins chères que bien des formations postbac,* souligne Alice Guilhon, directrice générale de Skema. *Nos élèves béné­ficient d’une très large palette de services : ­système d’information performant,* [*aide*](http://www.lemonde.fr/services-aux-internautes/) *à la recherche d’*[*emploi*](http://www.lemonde.fr/emploi/)*, suivi individualisé, échanges internationaux, coaching… Et leur taux de placement est remarquable. »*

*« Nous ne sommes pas si chers,* plaide également Jean-Michel Blanquer, directeur général de l’Essec (15 000 euros par an). *L’excellence a un coût, il est normal que celui-ci soit répercuté dans nos tarifs. Nos élèves vivent une expérience incomparable ; ils perçoivent à la sortie un salaire moyen de 54 000 euros. De plus, de nombreuses aides permettent aux plus modestes de financer leur scolarité. A l’Essec, plus de la moitié des élèves sont aidés. Et aucun candidat n’est empêché de nous* [*rejoindre*](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/rejoindre/) *pour des raisons financières. » « Nos écoles ne coûtent quasiment rien à l’Etat »*, ajoute de son côté Bernard Belletante, à la tête d’EM [Lyon](http://www.lemonde.fr/lyon/).

*« Pour les familles, c’est la double peine : elles paient à la fois des frais de scolarité et des ­*[*impôts*](http://www.lemonde.fr/impots/) *qui servent pour partie à financer l’*[*enseignement supérieur*](http://www.lemonde.fr/enseignement-superieur/)*. »* Bruno Neil,directeur de l’Institut supérieur de commerce de [Paris](http://www.lemonde.fr/paris/) (ISC)

Les directeurs regardent aussi la situation outre-Atlantique ou au [Royaume-Uni](http://www.lemonde.fr/royaume-uni/). *« Aux Etats-Unis, la moindre business school coûte entre 40 000 et 50 000 dollars par an* (entre 36 000 et 45 000 euros)*,* note François Bonvalet, directeur général de [Toulouse](http://www.lemonde.fr/toulouse/) Business School (TBS). *Alors qu’en* [*France*](http://www.lemonde.fr/europeennes-france/) *il est difficile de* [*passer*](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/passer/) *la barre des 12 000 euros. Mais ce n’est pas du tout le même marché… »* Pour le directeur général d’Audencia, *« personne ne souhaite* [*arriver*](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/arriver/) *à la situation américaine, où les étudiants se retrouvent très endettés, avec un retour sur ­investissement improbable ».*

Compte tenu des contraintes (pressioni) financières croissantes auxquelles sont confrontées leur école, la plupart des directeurs jugent néanmoins inévitable la poursuite de la hausse. *« La situation actuelle n’est plus tenable. Nous n’avons hélas pas d’autre possibilité »,* juge le directeur de l’Institut supérieur de commerce de Paris (ISC), Bruno Neil.

**Des dispositifs pour « amortir (smorzare) le choc »**

Reste à [savoir](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/savoir/) jusqu’à quel niveau les écoles peuvent [hisser](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/hisser/) (aumentare) leurs tarifs, sans [voir](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/voir/) les étudiants se [détourner](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/premier-groupe/détourner/) d’elles (girare alla larga). Pour l’heure, même les fortes hausses observées ici ou là – comme à l’Edhec, passée en 2015 de 41 000 à 45 000 euros pour l’ensemble du cursus – n’ont pas suscité de désistements. *« Passer à 20 000 euros* [annuels] *dans les prochaines années serait choquant. Mais si les hausses restent raisonnables et si nous continuons à bien faire notre métier, les familles suivront,* veut [croire](http://conjugaison.lemonde.fr/conjugaison/troisieme-groupe/croire/) Alice Guilhon. *En revanche, si les prestations ne sont pas à la hauteur, nous en supporterons les conséquences… »* Quelques-uns évoquent cependant des montants bien plus élevés : 70 000 euros sur trois ans, voire bien davantage (molto di piu) pour les écoles leaders.

Le plus vraisemblable, de l’avis unanime, est donc une poursuite des hausses (aumenti/rialzi) à un rythme modéré, légèrement supérieur à l’inflation, au moins pour le programme « grande école ».

**EXERCICES**

**QUESTIONS :**

**1. Quelles sont les possibilités d’augmenter les tarifs des Ecoles de Commerce en France ?**

**X Bonnes X mauvaises X réduites**

**2. La hausse des tarifs est -elle dictée par la recherche de meilleurs profits? Les éléments de réponse se trouvent dans le texte :**

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**AFFIRMATIONS**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Vrai | Faux | ONSP\* |
| La hausse des frais de scolarité va se poursuivre à un rythme élevé |  |  |  |
| Les familles des étudiants du privé continuent à financer le système universitaire public |  |  |  |
| Tous les enfants d’une famille peuvent bénéficier des avantages d’une business School privée |  |  |  |
| Les étudiants français en Ecoles de Commerce sont surendettés comme leurs homologues américains |  |  |  |
| La hausse des frais de scolarité des Ecoles de Commerce est en-dessous de l’inflation |  |  |  |
| En dix ans les tarifs ont augmenté de plus de 100% |  |  |  |
| Le maximum socialement acceptable est encore loin |  |  |  |
| Le taux de placement vaut l’investissement |  |  |  |

**Synonymes** :

annullations : augmentation :

handicap redoublé : continuer :

**Relier les mots qui ont un lien logique en vous appuyant sur le texte .**

|  |  |
| --- | --- |
| Excellence | Retour sur Investissement |
| Coût | Désistement |
| Hausse | Cher |
| Prestations | Métier bien fait |

**Texte de Closure**

**La technique de closure consiste à remplacer certains mots d'un texte par des lacunes. Les étudiants doivent insérer les mots figurant à la fin du texte en prenant en considération le contexte grammatical et sémantique et en se basant sur leur connaissance du sujet.**

**Etudes de commerce : prêt pour le prêt (*prestito*) ?**

Pour financer (1)\_\_\_\_\_\_\_ études, Jean-Charles Stragier, Sabrina Bouzourene et Clémence ­Labrunie ont (2)\_\_\_\_\_\_\_ les trois ­contracté un prêt étudiant. Jean-Charles a emprunté 19 000 euros : « 16 000 euros pour mon master 2 à Skema et 3 000 euros pour le logement. » Pour financer l’ESC Dijon, ­Sabrina avait elle aussi sollicité un prêt : « J’ai ­aussi obtenu une bourse au mérite qui prenait en charge les 21 000 euros de frais. J’ai donc conservé 12 000 euros de prêt pour le logement, ­le permis, l’ordinateur, pouvoir partir en Erasmus… » Enfin, pour son master à l’ESCP ­Europe, ­Clémence a demandé 40 000 euros, « 22 000 euros pour l’école, 18 000 euros pour les frais annexes ».

A présent tous les trois salariés, ils reconnaissent que le prêt a (3)\_\_\_\_\_\_\_ une ­incidence sur leur entrée dans le monde du travail. L’emprunt doit, en effet, (4)\_\_\_\_\_\_\_ soldé au (5)\_\_\_\_\_\_\_ de cinq ans. « Dans ma ­recherche d’emploi, j’ai fait des tris par niveau de salaire, reconnaît Jean-Charles, qui rembourse 375 euros par mois. J’ai par ailleurs (6)\_\_\_\_\_\_\_ l’éventualité de partir travailler à Paris… »

Epée de Damoclès ou coup d’aiguillon (stimolo) ?

Sabrina, elle, a demandé un ­report du remboursement – 238 euros mensuels – d’un an. Trouvant difficilement un emploi dans son secteur – le management ­culturel –, elle a vu l’échéance ­arriver avec anxiété . « J’ai accumulé des petits boulots (lavoretti) : vendeuse, serveuse, et j’ai même travaillé au service comptabilité d’une compagnie de taxis ! » Aujourd’hui en CDI (7)\_\_\_\_\_\_\_ un an, elle respire : « J’(8)\_\_\_\_\_\_\_ fini de payer en 2018. » Clémence elle aussi a demandé un report. Elle ne remboursera 700 euros par mois qu’à partir de 2019. Mais, « assez angoissée », elle commence déjà à mettre de l’argent de côté. « Cet emprunt m’a donné des ailes et me les a (9)\_\_\_\_\_\_\_ en même temps », analyse-t-elle.

Le prêt étudiant serait-il une épée de Damoclès ? Jean-Charles (10)\_\_\_\_\_\_\_ voit un salutaire coup d’aiguillon (stimolo) : « Oui, il existe une pression, mais à 25 ans, je me sens très responsabilisé. » Clémence ­estime même que l’emprunt a dopé ses ambitions : « Je ne ­serais peut-être pas (11)\_\_\_\_\_\_\_ chercher mon poste actuel si je n’avais pas eu ce coup de pression… »

**allée (andata) aurai (avrò) bout (termine - estremità) coupées (tagliate) depuis (da) éliminé (eliminato - cancellato) être eu (avuto) leurs (loro) tous (tutti) y (ci)**